

CPOM

Guide méthodologique d'élaboration et de suivi des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens en Ile-de-France

FICHE D'AIDE AU DIAGNOSTIC ET A LA NEGOCIATION

Annexe 2 – Moyens

Volet 5 : Sécurité sanitaire

Volet 5 : Sécurité sanitaire

L'ARS Ile-de-France a choisi à travers ce volet du CPOM d'identifier spécifiquement les engagements qui seront pris par les acteurs sur les thèmes de la sécurité sanitaire. Il est donc important qu'un diagnostic soit réalisé sur ce sujet pour évaluer les marges de progression et contractualiser avec la structure lorsque cela semble nécessaire.

Les objectifs et indicateurs présentés ci-dessous correspondent aux enjeux de sécurité sanitaire à décliner prioritairement au regard de l'ARSIF. Les définitions proposées ci-dessous doivent permettre de faciliter la contractualisation sur ces sujets en sachant qu'il est laissé à chaque contractant la possibilité de contractualiser sur d'autres indicateurs en fonction de ses priorités.

Les engagements qui sont proposés sont répartis ci-dessous en 2 sous-domaines :

SECURITE SANITAIRE DE L'ENVIRONNEMENT	3
DEFENSE ET SECURITE	4

SECURITE SANITAIRE DE L'ENVIRONNEMENT

Concernant la qualité de prise en compte des risques sanitaires liés à l'environnement, le diagnostic s'appuiera sur des données d'inspection-contrôle, des signalements sanitaires (infections nosocomiales, AES, EI...) ou environnementaux (résultats de mesures de contaminants...), des réclamations. Pour aller plus loin, l'ARS pourra demander à certains établissements les pièces suivantes :

- Fiche récapitulative du dossier technique amiante (DTA) pour les établissements dont la délivrance du permis de construire d'au moins un bâtiment a eu lieu avant le 1er juillet 1997, pour les bâtiments récents, une attestation du directeur de l'établissement précisant que l'ensemble du parc immobilier a fait l'objet d'une délivrance de permis de construire après le 1er juillet 1997.
- Convention(s) ou marché(s) de collecte et traitement des déchets d'activité de soins à risque infectieux (DASRI)
- Bordereaux d'élimination des DASRI (feuilles n°1 et n°4 des CERFA 11351 ou 11352 (ou bons de prise en charge) des trois derniers mois
- Protocole ou procédure de gestion interne des DASRI
- Fichier sanitaire des installations de production et distribution d'eau chaude sanitaire, comprenant notamment les résultats d'analyse des légionnelles dans les réseaux, voire un diagnostic technique des réseaux
- Protocole ou procédure de gestion interne du risque de légionellose

1. Engagements

Objectifs fixés à la structure	Intérêts pour les contractants	Références	Précisions autres	Structures concernées
Améliorer la qualité de la prise en charge des risques d'origine environnementale	Réduire les risques d'exposition des patients et des professionnels de santé aux pathologies liées à l'environnement Réduire les coûts liés à une prise en charge tardive de ces risques	Arrêté du 01/02/2010 et circulaire 22/04/2002 (légionelloses) Guide 2013 du HCSP d'investigation et d'aide à la gestion sur le risque lié aux légionelles Art. R.1335-1 à 14 du code de la santé publique relatifs aux DASRI et arrêtés du 7 septembre 1999 modifiés par arrêtés du 14/10/2011 et 20/05/2014 (entreposage et filières d'élimination) et du 24/11/2003 modifié par arrêté du 27/06/2016 (emballages) Accidents d'exposition au sang (AES) recensés par le réseau RAISIN Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis et ses arrêtés d'application Arrêté du 6 février 2012 et arrêté du 22 août 2011 relatifs à la notification obligatoire des maladies infectieuses et autres maladies mentionnées à l'article D. 3113-7 du code de la santé publique (légionellose, mésothéliome) Circulaire 26/10/2011/406 : missions des ARS en santé environnement Circulaire annuelle ONIC (orientations nationales d'inspection contrôle) Plan National Santé Environnement, PNSM, plan cancer	En fonction des résultats du diagnostic, objectif à décliner avec les services Santé Environnement des délégations départementales	Etablissements de santé

2. Suivi des engagements

Les indicateurs (quantitatifs et/ou qualitatifs) devront être définis précisément dans le rapport de diagnostic lors de la négociation, puis inscrits au CPOM avec les valeurs cibles attendues.

DEFENSE ET SECURITE

1. Engagements

Objectifs fixés à la structure	Intérêts pour les contractants	Références	Précisions autres	Structures concernées
Prendre en compte les orientations du dispositif ORSAN et/ou du plan zonal démobilisation dans le cadre de la mise à jour annuelle du plan blanc et adapter en conséquence des procédures d'urgences internes relatives à la prise en charge des situations sanitaires exceptionnelles	Assurer l'opérationnalité des prises en charge conformément aux orientations régionales	Instruction N°DGS/DUS/SGMAS/2014/153 du 15 mai 2014 relative à la préparation du système de santé à la gestion des situations sanitaires exceptionnelles Article L 3131-11 Art, R 3131-4 à R 3131-7 relatifs au Plan zonal de mobilisation Art R 3131-10 relatif au dispositif ORSAN Art R 3131-13 et R 3131-14 relatif au plan blanc	Les plans blancs des établissements de santé doivent être rédigés en cohérences avec les orientations du dispositif ORSAN et du PZM	Tous les établissements de santé et prioritairement ceux disposant d'une autorisation d'activité de soins d'urgence
Mettre en place une installation de décontamination, acquérir les équipements de protection individuels nécessaires pour assurer la décontamination et assurer la formation du personnels (type NRBC-E ou AFGSU spécialisée)	Protéger l'établissement de santé en cas d'afflux spontané de victimes contaminées chimiquement ou radiologiquement Garantir la prise en charge adéquate de patients potentiellement contaminés Protéger les agents de l'établissement	Note technique de cadrage DGS du 10mai 2012 relative à la décontamination hospitalière Volet NRC d'ORSAN Plan zonal de mobilisation pour la zone de défense de Paris (reprenant les orientations du Plan régional NRBC)	La décontamination repose sur le triptyque: • installation de décontamination • tenues de protection pour le personnel • formation ad hoc du personnel et suppose des procédures adaptées	Prioritairement les établissements de santé mentionnés dans le volet NRBC du PZM ou du PBE
Mettre en place des capacités de confinement de patients infectés par un microorganisme émergent hautement pathogène (par exemple chambres à pression négative avec sas)	Protéger l'établissement de santé en cas de prise en charge de patients contaminés . Garantir la prise en charge adéquate de patients contaminés	Recommandations du Haut Comité de Santé Publique / instructions ministérielles		Etablissements désignés comme référents (volet pandémie du PBE ou du PZM)
Equiper l'établissement d'un laboratoire polyvalent de niveau de protection L2, L2+, L3 ou L3+ (selon les cas)	Protéger les agents du laboratoire lors de manipulation d'échantillons potentiellement porteurs d'un microorganisme hautement pathogène	Recommandations du Haut Comité de Santé Publique / instructions ministérielles		Etablissements de santé de référence (AP-HP)
Apporter une assistance technique aux ES		R3131-7 à R 3131-9	<i>l'ARS procède à l'inclusion dans le</i>	Etablissements de

franciliens en matière de situations sanitaires exceptionnelles Apporter une assistance technique à l'ARS en matière de situations sanitaires exceptionnelles Conduire des actions de formation			CPOM de l'ESR des objectifs et moyens liés aux missions définies à l'article R 3131-8	santé de référence
---	--	--	---	--------------------

2. Suivi des engagements

Objectif	Indicateur	Mode de calcul	Unité de mesure	Source	Cible	Fréquence de suivi
Prendre en compte les orientations du plan blanc élargi départemental et/ou du plan zonal démobilisation dans le cadre de la mise à jour annuelle du plan blanc d'établissement et adapter en conséquence des procédures d'urgences internes relatives à la prise en charge des situations sanitaires exceptionnelles	Existence d'un plan blanc d'établissement mis à jour dans l'année		Oui/non	Déclaration de l'établissement	Oui	annuelle
Mettre en place une installation de décontamination, acquérir les équipements de protection individuels nécessaires pour assurer la décontamination et assurer la formation du personnels (type NRBC-E ou AFGSU spécialisée)	Equipement de décontamination disponible au sein de l'établissement Nombre de tenues de protections Nombre d'agents de la filière urgence ayant bénéficié d'une formation NRBC dans l'année		Oui/non Nombre Nombre	Déclaration de l'établissement	Oui 15 ≥15	
Mettre en place des capacités de confinement de patients infectés par un microorganisme émergent hautement pathogène (par exemple chambres à pression négative avec sas)	Nombre de chambres individuelles à pression négative		Nombre	Déclaration de l'établissement	A adapter selon l'établissement	
Equiper l'établissement d'un laboratoire polyvalent de niveau de protection L2, L2+, L3 ou L3+ (selon les cas)	Etablissement équipé d'un laboratoire polyvalent de niveau de protection L2, L2+, L3 ou L3+ (selon les cas)		Oui/non	Déclaration de l'établissement	Oui	
Apporter une assistance technique aux ES franciliens en matière de situations sanitaires exceptionnelles Apporter une assistance technique à l'ARS en matière de situations sanitaires exceptionnelles Conduire des actions de formation	Nombre d'établissements pour lesquels l'ESR a apporté un appui à l'élaboration du PBE Nombre de sessions de formation organisées		nombre	Déclaration de la structure + mise à disposition de preuve sur demande de l'ARS	A négocier	annuelle